

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL

1 rue Charles Cros
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D3 i 2025 418
Code AIOT : 0005703537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL implanté 1 RUE CHARLES CROS 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incendie survenu le 05/04/2025, une visite d'inspection a été diligentée pour constater les faits et les mesures prévues par la société pour remédier à ces incidents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL
- 1 RUE CHARLES CROS 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
- Code AIOT : 0005703537

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA ROUGHOL est autorisée, par arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 modifié, à exercer des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'incendie a été maîtrisée rapidement par les services de secours.

Les eaux d'extinction incendie ont été confinées dans des bacs de rétention en attente des résultats d'analyse.

Cependant, c'est le 3ème incendie en moins d'un an qui survient dans la case de Déchet industriel banal (DIB).

L'exploitant doit mettre en place des mesures pour éviter que cet incident survienne fréquemment.

L'exploitant est également en réflexion sur la réorganisation de son site et la mise en place de blocs bétons pour chaque case de déchets pour contenir les incendies et éviter la propagation de ceux-ci à l'ensemble du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 05/04/2025 vers 7h00, un incendie s'est déclaré dans la case de DIB sur le site de la société. L'entreprise voisine alerte à 7h20 la société de gardiennage sur la présence d'une fumée venant du site.

Les pompiers et un représentant de la société ROUGHOL sont appelés et arrivent vers 7h45. L'incendie est maîtrisé vers 10h15. Les pompiers repartent vers 11h00.

L'exploitant met en place un renforcement de la surveillance durant le week-end.
La fiche d'incident est envoyée au service de l'Inspection en fin de matinée.

L'exploitant entame une réflexion sur la mise en place de caméras thermiques pour détecter tout départ de feu et le maîtriser le plus rapidement possible.

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'Inspection que les déchets souillés ont été évacués par VEOLIA.

La quantité de déchets souillés est estimée à 50 tonnes.

Les bordereaux de suivi de déchets ont été transmis par courriel le 09/04/2025.

L'exploitant va mettre en place une procédure sur l'emplacement des engins de manutention pour éviter d'être à proximité de la case de DIB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection constate une récurrence d'incident dans la case DIB.

Une recherche approfondie des causes est attendue par l'exploitant.

L'exploitant doit transmettre :

- sous 1 mois : la recherche des causes profondes de la récurrence des incendies et d'un plan d'actions (avec échéancier) d'amélioration de la sécurité du site ;
- sous 3 mois : les justificatifs de mise en œuvre d'action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incendie, le volume d'eau à mettre en rétention a été évalué à 450 m³. Pour contenir ces eaux, le site dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - canalisations surdimensionnées (12 m³), - la bâche de relevage (1,5 m³), - la plate-forme bétonnée formée de plusieurs dalles en forme de pyramides inversées (236 m³). <p>L'exploitant mettra en place un dispositif supplémentaire permettant de retenir sur le site les 200 m³ restants. Ce dispositif sera indépendant du système de traitement des eaux et devra permettre d'isoler les pompes de relevage situées avant les bassins de rétention des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'incident, les eaux d'extinction incendie sont confinées à l'intérieur du site sur la dalle de rétention, les canalisations et la fosse de relevage. La quantité d'eaux d'extinction incendie est estimée à 40 m³.</p> <p>Le 07/04/2025, les eaux d'incendie ont été stockées dans la première cuve de rétention en attente des résultats d'analyse.</p> <p>Le laboratoire AQUANALYSE a effectué un prélèvement le 09/04/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, dès réception des résultats, le rapport d'analyse des eaux d'extinctions à l'Inspection. En cas de pollution avérée des eaux d'extinction, celles-ci devront être évacuées vers une filière agréé. Les bordereaux de suivi de déchets sont transmis à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois